

## Nouvelles locales du mercredi 14 juillet 2010

@rib News, 15/07/2010 | Education- Les Ã©lÃ©ves finalistes du cycle infÃ©rieur de lâ€™enseignement secondaire du Burundi ont entamÃ© un test national leur donnant accÃ©s au cycle supÃ©rieur de lâ€™enseignement secondaire. Le test sâ€™est bien dÃ©veloppÃ© travers tout le pays, selon des sources de la commission dâ€™organisation de ce test national. Au lycÃ©e du Lac Tanganyika et au LycÃ©e Rohero dans la mairie de Bujumbura, le test a commencÃ© un peu tardivement suite aux problÃ©mes logistiques, liÃ©s Ã la transportation du matÃ©riel nÃ©cessaire Ã ce test. Notons que ce test va durer trois jours et tous les Ã©lÃ©ves des classes de 10Ã©me, publiques et privÃ©es, vont faire cet examen. (Rpa/Isanganiro/Rtnb)

@rib News, - Dans la province de Mwaro au centre du pays, la direction provinciale de lâ€™Ã©ducation a pris la dÃ©cision dâ€™interdire Ã une Ã©lÃ©ve de lâ€™un des collÃ©ges communaux de cette province suite Ã son Ã©tat dâ€™irrÃ©gularitÃ©. Ã©chouÃ© en 7Ã©me annÃ©e il y a trois ans mais curieusement, elle se trouvait en 10Ã©me en attente de faire le test comme tout le monde. La direction a alors constatÃ© que cette fille a finalement avancÃ© de classe alors quâ€™elle devrait reprendre la 7Ã©me, il y a trois ans. Le directeur de lâ€™Ã©cole jette le tort au secrÃ©taire de lâ€™Ã©cole qui aurait falsifiÃ© les rÃ©sultats Ã©lÃ©ve pour quâ€™elle avance de classe. Le directeur de lâ€™Ã©ducation dans cette province de Mwaro accuse les professeurs de ce collÃ©ge de nâ€™avoir pas pleinement jouÃ© leur rÃ´le dâ€™Ã©ducateur, car estime la directrice de lâ€™Ã©ducation en province de Mwaro, il est incomprÃ©hensible quâ€™un enfant avance de classe sans que personne sâ€™en aperÃ§oive, y compris les titulaires de classes. Des enquÃªtes seraient en cours pour Ã©tablir les responsabilitÃ©s dans cette affaire. (Isanganiro/Rtnb)- Les enseignants devraient fournir beaucoup dâ€™efforts pour que le taux de rÃ©ussite des enfants du secondaire augmente un peu. Tel est un point de vue de lâ€™un des experts en Ã©ducation de lâ€™UniversitÃ© du Burundi. Selon Mme ThÃ©odora Ndayisaba, les Ã©lÃ©ves du secondaire ont eu ces derniers jours des distractions Ã©normes telles que la coupe du monde, la campagne Ã©lectorale et les grÃ©ves rÃ©pÃ©titives des enseignants. Bien que les conditions de vie et de travail des enseignants ne soient pas tellement bonnes, souligne cet expert en Ã©ducation, il faut un effort de plus pour sauver la jeunesse actuellement sur les bancs de lâ€™Ã©cole. (Voix de la Paix) | SÃ©curitÃ©- Le chef dâ€™Etat Major GÃ©nÃ©ral de lâ€™armÃ©e burundaise, le GÃ©nÃ©ral Niyombare Godefroid, qualifie les personnes arrÃªtÃ©es ce dimanche Ã Ruziba dans la commune urbaine de Kanyosha de criminels. Selon GÃ©nÃ©ral Niyombare, ces Ã©lÃ©ments criminels arrÃªtÃ©s avaient commis de meurtre avant de chercher Ã se rÃ©fugier dans lâ€™Ã©tat situÃ© dans le lac Tanganyika. GÃ©nÃ©ral Niyombare dÃ©clare aussi les avions selon lesquelles des hÃ©licoptÃ©res auraient Ã©tÃ© utilisÃ©s pour tuer des innocents. Il souligne que la population de Ruziba a Ã©tÃ© pris pour coups de feu des bruits des moteurs de ces avions bombardiers. Le chef dâ€™Etat Major de lâ€™armÃ©e souligne Ã©galement que les corps de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© nâ€™ont pas collaborÃ© avec la jeunesse Imbonerakure du Cndd-Fdd. Selon GÃ©nÃ©ral Niyombare, ce qui compte câ€™est lâ€™information indÃ©pendamment de celui qui la donne.

(Rpa/Isanganiro/Rtnb)- Le porte parole de la police burundaise demande aux familles des personnes arrÃªtÃ©es Ã Ruziba ce dimanche quâ€™elles peuvent leurs rendre visite Ã nâ€™importe quel moment. Chanel Ntarabaganyi souligne que ces personnes sont pour le moment entre les mains de la police et que quiconque chercherait Ã les voir doit dâ€™abord sâ€™adresser Ã lâ€™officier de la police judiciaire de la commune urbaine de Kanyosha ou au chef de poste de la position de police de Ruziba pour que ceux-ci leur montre oÃ¹ se trouvent ces personnes. Notons quâ€™au total 14 personnes sont dÃ©tenues dans les cachots de la police suite Ã la mort de deux personnes membres du parti au pouvoir vers la fin de la semaine passÃ©e. Des mineurs de moins de 18 ans seraient parmi ces dÃ©tenus. (Rpa) | Politique-

Le parti PTD de Paul Nkuzimana, professeur de lâ€™UniversitÃ© du Burundi, a fait campagne dans la province Kayanza, ce mardi. Selon Prof Paul Nkuzimana, il faut limiter ou mÃªme supprimer la privatisation des entreprises de lâ€™Etat et si possible il faut nationaliser toutes les entreprises dÃ©jÃ privatisÃ©es. Paul Nkuzimana a promis de faire des coopÃ©ratives pour les petits commerÃ§ants et agriculteurs ou Ã©leveurs une fois que son parti aura gagnÃ© beaucoup de dÃ©putÃ©s Ã lâ€™hÃ©micycle de Kigobe. (Rpa)

Justice- Le procÃ©s sur le meurtre de lâ€™ancien prÃ©sident de lâ€™Oluome Ernest Manirumva a au parquet de la justice de la mairie de Bujumbura. Au total 15 personnes avaient Ã©tÃ© convoquÃ©es dans cette audience publique, mais seules 8 personnes avaient rÃ©pondues prÃ©sentes Ã ce rendez-vous juridique. Parmi les personnes Ã prÃ©sentes figuraient Prosper MÃ©rimÃ© Bigirindavyi, directeur du Sogestal Kirundo-Muyinga et Hilaire Ndayizamba, commerÃ§ant et ancien proche du parti Cndd-Fdd mais qui clame toujours son innocence dans ce dossier. Les avocats de Bigirindavyi et Rwsa ont demandÃ© Ã ce que ces deux personnes soient libÃ©rÃ©es provisoirement pour quâ€™ils comparassent librement. La partie civile Ã©tÃ© civile a de son cÃ´tÃ© demandÃ© Ã ce quâ€™il y ait un peu de temps pour quâ€™un avocat belge nouvellement so

aider lâ€™Oluome et la SociÃ©tÃ© civile dans ce procÃ©s, puisse Ã avoir le temps pour lire le contenu de ce dossier. Notons que ce procÃ©s reprendra au-delÃ de la premiÃ©re quinzaine du mois de septembre si jamais le parquet accepte cette demande de la sociÃ©tÃ© civile. (Rpa/isanganiro)- Les membres du parti Msd nouvellement arrÃªtÃ©s Ã Gitega et Ã Bujumbura ont comparus devant la justice Ã Gitega. Parmi ces prisonniers figurent le chargÃ© de la caisse du parti Msd au niveau national et le reprÃ©sentant provincial du Msd en province de Gitega. Au total, ils sont au nombre de 5 est sont tous accusÃ©s dâ€™avoir Ã©crit et distribuÃ© des tracts demandant aux gens Ã ne pas se prÃ©senter au bureau de vote lors des prÃ©sidentielles du 28 juin 2010. Le prÃ©sident du parti Msd avait portÃ© Ã la connaissance de lâ€™opinion que plus de 100 membres de son parti sont dÃ©tenus dans les cachots de la police, pour des raisons politiques. (Rpa)